

QUE l'exploitant d'une telle résidence soit également tenu de consigner dans ce registre le jour et l'heure de chaque entrée et sortie des résidents et des membres de son personnel;

QUE toute personne soit tenue de divulguer les renseignements nécessaires aux fins de la tenue de ce registre;

QU'un visiteur qui refuse de divulguer ces renseignements ne puisse entrer dans la résidence;

QUE les renseignements consignés à ce registre ne puissent être communiqués qu'à une autorité de santé publique ou à une personne autorisée à agir en son nom aux fins de la tenue d'une enquête épidémiologique et ne puissent être utilisés par quiconque à une autre fin;

QUE ces renseignements soient détruits 30 jours suivant leur consignment;

QUE le paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa du dispositif du décret numéro 810-2020 du 15 juillet 2020, modifié par les décrets numéros 813-2020 du 22 juillet 2020, 885-2020 du 19 août 2020, ainsi que par l'arrêté numéro 2020-059 du 26 août 2020, soit modifié par l'insertion, après le sous-paragraphe *k* du suivant :

«*l*) une aire commune, incluant un ascenseur, d'une résidence privée pour aînés;»;

QUE le paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa du dispositif de l'arrêté numéro 2020-035 du 10 mai 2020 soit modifié par l'insertion, après «100,00 \$», de «ou, dans le cas d'une personne salariée qui détient le titre d'emploi de préposé ou préposée aux bénéficiaires, un montant de 139,75 \$,»;

QUE les premier, deuxième et troisième alinéas du dispositif de l'arrêté numéro 2020-051 du 10 juillet 2020 soient remplacés par les suivants :

«QU'un permis autorisant la vente ou le service de boissons alcooliques pour consommation sur place ne puisse être exploité que de huit heures à minuit, dans les pièces et les terrasses qui y sont indiquées;

QU'il soit interdit de consommer des boissons alcooliques dans les pièces et les terrasses visées par un tel permis entre une heure et huit heures;

QUE la pratique de la danse soit interdite dans les pièces et les terrasses visées par un tel permis;

QUE le titulaire d'un permis de bar ne puisse admettre simultanément, dans chaque pièce et sur chaque terrasse de l'établissement où est exploité le permis, qu'un maximum de 50 % du nombre de personnes pouvant y être admises en vertu de ce permis, ou y tolérer un nombre de personnes supérieur à ce maximum;».

Québec, le 17 septembre 2020

*Le ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
CHRISTIAN DUBÉ

73252

## A.M., 2020

### Arrêté numéro 2020-066 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 18 septembre 2020

Loi sur la santé publique  
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que l'état d'urgence sanitaire a été renouvelé jusqu'au 29 mars 2020 par le décret numéro 222-2020 du 20 mars 2020, jusqu'au 7 avril 2020 par le décret numéro 388-2020 du 29 mars 2020, jusqu'au 16 avril 2020 par le décret numéro 418-2020 du 7 avril 2020, jusqu'au 24 avril 2020 par le décret numéro 460-2020 du 15 avril 2020, jusqu'au 29 avril 2020 par le décret numéro 478-2020 du 22 avril 2020, jusqu'au 6 mai 2020 par le décret numéro 483-2020 du 29 avril 2020, jusqu'au 13 mai 2020 par le décret numéro 501-2020 du 6 mai 2020, jusqu'au 20 mai 2020 par le décret numéro 509-2020 du 13 mai 2020, jusqu'au 27 mai 2020 par le décret numéro 531-

2020 du 20 mai 2020, jusqu'au 3 juin 2020 par le décret numéro 544-2020 du 27 mai 2020, jusqu'au 10 juin 2020 par le décret numéro 572-2020 du 3 juin 2020, jusqu'au 17 juin 2020 par le décret numéro 593-2020 du 10 juin 2020, jusqu'au 23 juin 2020 par le décret numéro 630-2020 du 17 juin 2020, jusqu'au 30 juin 2020 par le décret numéro 667-2020 du 23 juin 2020, jusqu'au 8 juillet 2020 par le décret numéro 690-2020 du 30 juin 2020, jusqu'au 15 juillet 2020 par le décret numéro 717-2020 du 8 juillet 2020, jusqu'au 22 juillet 2020 par le décret numéro 807-2020 du 15 juillet 2020, jusqu'au 29 juillet 2020 par le décret numéro 811-2020 du 22 juillet 2020, jusqu'au 5 août 2020 par le décret numéro 814-2020 du 29 juillet 2020, jusqu'au 12 août 2020 par le décret numéro 815-2020 du 5 août 2020, jusqu'au 19 août 2020 par le décret numéro 818-2020 du 12 août 2020, jusqu'au 26 août 2020 par le décret numéro 845-2020 du 19 août 2020, jusqu'au 2 septembre 2020 par le décret numéro 895-2020 du 26 août 2020, jusqu'au 9 septembre 2020 par le décret numéro 917-2020 du 2 septembre 2020, jusqu'au 16 septembre 2020 par le décret numéro 925-2020 du 9 septembre 2020 et jusqu'au 23 septembre 2020 par le décret numéro 948-2020 du 16 septembre 2020;

VU que le décret numéro 948-2020 du 16 septembre 2020 habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QUE l'attestation d'un membre du personnel où est domiciliée la personne visée au premier alinéa de l'article 58.5.1 de la Loi sur les élections scolaires (chapitre E-2.3) confirmant l'identité et le lieu de résidence de cette personne puisse remplacer les documents devant accompagner une demande faite au président d'élection en vertu de cet article;

QUE les personnes suivantes puissent transmettre au président d'élection une demande en vertu du premier alinéa de l'article 58.5.1 de cette loi :

1<sup>o</sup> la personne de retour d'un voyage à l'étranger depuis moins de 14 jours;

2<sup>o</sup> la personne ayant reçu un diagnostic de COVID-19 et étant toujours considérée comme porteuse de la maladie;

3<sup>o</sup> la personne présentant des symptômes de COVID-19;

4<sup>o</sup> la personne ayant été en contact avec un cas soupçonné, probable ou confirmé de COVID-19 depuis moins de 14 jours;

5<sup>o</sup> la personne en attente d'un résultat au test de la COVID-19;

QUE tout bureau de vote par anticipation soit ouvert de 9 h 30 à 20 heures;

QU'un électeur puisse voter avec son propre crayon;

QUE le Règlement sur le vote par correspondance (chapitre E-2.2, r. 3) s'applique aux élections scolaires et que le vote par correspondance remplace tout bureau de vote itinérant et soit offert à tout électeur qui aurait été admissible à voter à un tel bureau, même s'il est capable de se déplacer, ainsi qu'à tout électeur mentionné au deuxième alinéa du dispositif du présent arrêté;

QUE le vote par correspondance s'exerce selon les modalités prévues à ce règlement en y apportant notamment, pour les électeurs visés au cinquième alinéa du dispositif du présent arrêté, les adaptations suivantes pour en faciliter le déroulement :

1<sup>o</sup> le président d'élection doit prendre en temps opportun les moyens nécessaires pour informer adéquatement les électeurs du droit de voter par correspondance;

2<sup>o</sup> la demande de l'électeur pour exercer son droit de vote par correspondance peut être faite verbalement et est valide aux seules fins de l'élection pour laquelle elle est faite;

3<sup>o</sup> la transmission par le président d'élection à l'électeur de l'enveloppe contenant tout le matériel nécessaire au vote par correspondance peut être faite à compter du vingt-septième jour précédant celui fixé pour le scrutin;

4<sup>o</sup> les instructions pour voter transmises à l'électeur dans l'enveloppe contenant tout le matériel nécessaire au vote par correspondance indiquent qu'il n'est pas nécessaire qu'une photocopie d'un document d'identification soit transmise avec les bulletins de vote si la signature de l'électeur est apposée sur l'enveloppe identifiée « ENV-2 » et qu'y est inscrite sa date de naissance ainsi que, dans le cas de l'électeur mentionné au deuxième alinéa du dispositif du présent arrêté, le numéro d'un document mentionné au deuxième alinéa de l'article 114 de la Loi sur les élections scolaires;

5<sup>o</sup> la demande au président d'élection pour obtenir les bulletins de vote non reçus peut être faite à compter du dixième jour précédant celui fixé pour le scrutin;

6<sup>o</sup> l'électeur qui aurait été admissible au vote itinérant qui est incapable de marquer son bulletin de vote peut se faire assister par un membre du personnel où est domicilié cet électeur sans que ce membre du personnel ne soit obligé de déclarer sur la déclaration de l'électeur qu'il n'a pas déjà porté assistance à un autre électeur au cours du scrutin;

7<sup>o</sup> pour l'application du Règlement sur le vote par correspondance, une référence à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) et à ses articles 99, 131, 171, 204, 215 et 233 est, respectivement, un renvoi à la Loi sur les élections scolaires et à ses articles 38, 58.3, 85, 106, 114 et 133.

Québec, le 18 septembre 2020

*Le ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
CHRISTIAN DUBÉ

73254

## **A.M., 2020**

### **Arrêté numéro 2020-067 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 19 septembre 2020**

Loi sur la santé publique  
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

Vu l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

Vu le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

Vu que ce décret prévoit également que le ministre de la Santé et des Services sociaux peut prendre toute mesure requise pour s'assurer que le réseau de la santé et des services sociaux dispose des ressources humaines nécessaires;

Vu que l'état d'urgence sanitaire a été renouvelé jusqu'au 29 mars 2020 par le décret numéro 222-2020 du 20 mars 2020, jusqu'au 7 avril 2020 par le décret numéro 388-2020 du 29 mars 2020, jusqu'au 16 avril 2020 par le décret numéro 418-2020 du 7 avril 2020, jusqu'au 24 avril 2020 par le décret numéro 460-2020 du 15 avril 2020, jusqu'au 29 avril 2020 par le décret numéro 478-2020 du 22 avril 2020, jusqu'au 6 mai 2020 par le décret numéro 483-2020 du 29 avril 2020, jusqu'au 13 mai 2020 par le décret numéro 501-2020 du 6 mai 2020, jusqu'au 20 mai 2020 par le décret numéro 509-2020 du 13 mai 2020, jusqu'au 27 mai 2020 par le décret numéro 531-2020 du 20 mai 2020, jusqu'au 3 juin 2020 par le décret numéro 544-2020 du 27 mai 2020, jusqu'au 10 juin 2020 par le décret numéro 572-2020 du 3 juin 2020, jusqu'au 17 juin 2020 par le décret numéro 593-2020 du 10 juin 2020, jusqu'au 23 juin 2020 par le décret numéro 630-2020 du 17 juin 2020, jusqu'au 30 juin 2020 par le décret numéro 667-2020 du 23 juin 2020, jusqu'au 8 juillet 2020 par le décret numéro 690-2020 du 30 juin 2020, jusqu'au 15 juillet 2020 par le décret numéro 717-2020 du 8 juillet 2020, jusqu'au 22 juillet 2020 par le décret numéro 807-2020 du 15 juillet 2020, jusqu'au 29 juillet 2020 par le décret numéro 811-2020 du 22 juillet 2020, jusqu'au 5 août 2020 par le décret numéro 814-2020 du 29 juillet 2020, jusqu'au 12 août 2020 par le décret numéro 815-2020 du 5 août 2020, jusqu'au 19 août 2020 par le décret numéro 818-2020 du 12 août 2020, jusqu'au 26 août 2020 par le décret numéro 845-2020 du 19 août 2020, jusqu'au 2 septembre 2020 par le décret numéro 895-2020 du 26 août 2020, jusqu'au 9 septembre 2020 par le décret numéro 917-2020 du 2 septembre 2020, jusqu'au 16 septembre 2020 par le décret numéro 925-2020 du 9 septembre 2020 et jusqu'au 23 septembre 2020 par le décret numéro 948-2020 du 16 septembre 2020;

Vu que l'arrêté numéro 2020-035 du 10 mai 2020, modifié par l'arrêté numéro 2020-064 du 17 septembre 2020, prévoit notamment le versement d'un montant forfaitaire à certaines personnes salariées du réseau de la santé et des services sociaux;

Vu que le décret numéro 948-2020 du 16 septembre 2020 habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;